

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 29 (1888), p. 169-172

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1888__29__169_0

© Société de statistique de Paris, 1888, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1888.

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 18 AVRIL 1888.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. André Cochut.

Le procès-verbal de la séance du 21 mars est adopté.

M. le Secrétaire général donne lecture du programme du 3^e congrès international de la navigation intérieure qui doit se tenir à Francfort le 20 août 1888, et invite ceux des membres de la Société que ce congrès pourrait intéresser, à vouloir bien lui en faire la déclaration, pour qu'il puisse les mettre en rapport avec M. Lindley, président du congrès, qui s'empressera de leur envoyer une carte d'invitation.

Après avoir consulté l'assemblée, M. le Président désigne pour prendre part au congrès des Sociétés savantes, qui doit se réunir prochainement au ministère de l'instruction publique, MM. Cheysson, Gimel, D^r Broch, A. Coste, T. Loua et Robyns.

M. le Secrétaire général cite ensuite l'*Annuaire statistique* du Japon, que vient de publier M. Ishibashi, chef de bureau de ce service au cabinet de l'Empereur du Japon.

C'est le deuxième volume de ce genre provenant de ce pays de l'extrême Orient. Il renferme les renseignements les plus complets sur un grand nombre d'objets différents. Il est rédigé en japonais, mais il est suivi, pour la première fois, d'un résumé en langue française.

Voici quelques détails empruntés au travail de M. Ishibashi.

Le Japon a une population de 38 millions d'habitants. Il est divisé en 85 provinces, compte 12,000 villes et 59,000 villages. Cinq villes ont plus de 100,000 habitants. Tokio, la capitale, en renferme 903,000, et Osaka, la seconde ville de l'empire, 335,000.

On compte au Japon 142 banques publiques ou d'émission, avec 127 succursales, ayant ensemble un capital de 260 millions de francs et mettant en circulation pour

155 millions de billets. Il y a, en outre, 200 banques privées avec un capital d'environ 100 millions de francs, et 741 autres sociétés de crédit avec 76 millions de capital. Ajoutons enfin 1,523 sociétés industrielles et commerciales au capital de plus de 200 millions de francs.

Le Japon possède des caisses d'épargne, des compagnies d'assurances, des chemins de fer, des télégraphes. Les hôpitaux y sont adaptés aux meilleures exigences de l'hygiène moderne, etc., l'agriculture y est dans l'état le plus florissant.

L'instruction publique est entièrement développée. On compte en effet plus de 100,000 maîtres d'école et 2,328,418 élèves dont la moitié sont des jeunes filles. En 1885, il a été publié au Japon plus de 1,160 livres de différents genres en toutes langues. Il y avait 100 journaux avec une circulation de 54,466,410 numéros, et 53 revues avec une circulation de 3,544,027.

D'autre part, les fabrications industrielles de toutes sortes prennent au Japon l'essor le plus rapide et le plus considérable, et dans ce beau pays, elles savent se tenir constamment à la hauteur des progrès scientifiques les plus récents.

On ne peut qu'être émerveillé de pareils résultats, quand on vient à songer qu'il y a moins de cinquante ans, le Japon était plus attardé en barbarie que ne le sont aujourd'hui les indigènes de Madagascar, les Abyssins ou les Birmans.

M. Pierre FLEURY fait hommage à la Société d'un volume sur les causes de la dépopulation française et sur la nécessité de réorganiser les services d'assistance et d'hygiène. On trouve dans ce travail des détails intéressants sur la mortalité du jeune âge, principalement dans le Calvados et dans la Creuse.

La question des accidents du travail est à l'étude dans le Parlement et dans l'administration; la Société reçoit trois ouvrages qui se rattachent à ce problème important :

La Responsabilité des accidents devant le Parlement, par M. le baron A. R.

Le Risque professionnel et la responsabilité en cas d'accidents, par Marc-Abram.

L'Assurance contre la vieillesse et l'invalidité (Allemagne), par M. Ed. Gruner.

M. DE CRISENOY présente un nouveau volume sur les travaux des conseils généraux. Cette publication intéressante est assurée par un crédit spécial ouvert au ministère de l'intérieur, et paraîtra désormais avec la plus grande régularité.

M. Victor TURQUAN offre à la Société un exemplaire du tirage définitif de la carte réduite qu'il vient de faire établir sur la densité de la population des communes de France. Il expose en même temps plusieurs spécimens de cartes relatives à cette question, l'une portant sur la densité des départements, l'autre sur celle des cantons, et enfin la dernière sur la densité des communes, en faisant remarquer que cette dernière seule offre l'expression complète de la répartition des habitants sur le territoire français.

La parole est donnée à M. A. de Foville pour sa communication, annoncée sous le titre d'*Essai de météorologie économique et sociale*.

M. DE FOVILLE, après avoir fait observer que la météorologie a pour but de mesurer les troubles atmosphériques, dit qu'il a pensé qu'une méthode semblable pourrait l'amener à découvrir dans une certaine mesure les troubles qui se sont produits dans l'état économique et social du pays. Tel est l'objet de ce travail, qui avec le beau diagramme qui l'accompagne, sera inséré, *in extenso*, dans un des premiers numéros du Journal, ce qui nous dispense de l'analyser ici.

Contentons-nous de dire que dans le brillant exposé qu'il en a fait devant la Société, M. de Foville explique ce qui l'a amené à choisir, au milieu de la masse des documents statistiques relatés dans notre pays, 32 faits particuliers qui lui ont paru représenter le mieux les oscillations du mouvement économique.

Après de nombreux calculs, dont il a consigné les résultats par des courbes appropriées, il a voulu arriver à une notion simple, celle d'une année bonne, médiocre ou mauvaise, qu'il a représentée par le rouge, expression de la bonne santé, et le noir expression de la mauvaise. De là, des rubans diversement colorés qui permettent d'embrasser d'un coup d'œil la marche des faits.

Ajoutons qu'il ressort avec évidence, de la figure qui représente aux yeux le résultat de ses recherches, que dans le tableau des onze années qu'il a observées, tous les rubans offrent une analogie aussi complète que possible, et indiquent qu'après une mauvaise année, 1877, qui sert de point de départ, viennent quelques années prospères qui s'arrêtent à 1882, année du *krach*. Une nouvelle crise se manifeste et dure jusqu'en 1886, année à partir de laquelle il semble qu'on puisse revenir à quelque espérance, si les événements politiques ou autres ne viennent pas contrarier ce mouvement.

La communication de M. de Foville, où le talent de l'exposition s'unit à la science, est accueillie par les plus vifs applaudissements, et l'auteur reçoit de nombreuses félicitations.

M. JUGLAR se déclare frappé de la clarté qui caractérise le beau diagramme exposé par M. de Foville, et il y trouve la confirmation des observations qu'il a présentées lui-même dans une précédente séance à propos de la cessation de la crise.

Il fait observer que, d'après ses propres calculs, l'année 1877, que M. de Foville a prise avec raison comme point de départ, marque précisément la fin de la crise qui a sévi dans le monde entier pendant l'année 1873 et dont la France a moins souffert que les nations voisines, parce qu'elle avait liquidé sa situation dès 1870. La situation est devenue dès lors plus favorable, et par suite de l'élévation des prix, la prospérité publique a atteint un maximum en 1879 et s'est maintenue jusqu'au krach de 1882. Dès lors le crédit a été remplacé par le comptant; de là, une nouvelle baisse de prix et une liquidation nécessaire, qui a pris fin en 1886, date d'une nouvelle reprise, qui, malheureusement, paraît être plus lente en France que dans la plupart des pays étrangers, et cela, pour les motifs politiques et autres si bien indiqués par M. de Foville.

M. COSTE demande quelques éclaircissements sur la manière dont M. de Foville a établi le diapason de ses rubans.

M. DE FOVILLE, se référant à ce qu'il a déjà dit, explique que la couleur rouge n'exprime pas toujours un maximum, mais exprime quelquefois un minimum ou simplement un ralentissement marqué dans le taux d'accroissement... Il ajoute qu'il n'a pas voulu, comme l'a fait M. de Neumann-Spallart, dans un travail que le malheureux état de sa santé ne lui permet pas d'achever, recourir à des calculs compliqués; il s'est borné à une représentation symptomatique, facile à comprendre, même par un enfant.

M. COSTE demande si sur les 32 symptômes que M. de Foville a choisis, et qui n'ont pas tous la même sensibilité, il n'en est pas un certain nombre qui s'appliquent mieux au but qu'il s'est proposé.

M. DE FOVILLE en convient, mais il lui a semblé qu'il était utile de prendre le plus grand nombre de variables possible, car c'est par leur nombre et leur concours que ces variables acquièrent leur plus grande valeur. Il en aurait même ajouté d'autres, d'après les indications nouvelles que lui a fournies M. Neymarck, si, en établissant ses diagrammes, il les avait eues à sa disposition.

M. COSTE pense néanmoins que certains éléments sont meilleurs que d'autres ; c'est ainsi que les donations lui paraissent un symptôme plus caractéristique que les successions qui en certaines années peuvent être influencées par des épidémies ou des guerres, lesquelles ont pour effet d'accroître singulièrement le nombre des décès.

M. DE FOVILLE répond que, si une année de ce genre s'était trouvée dans la limite de ses observations, il l'aurait rejetée comme il a rejeté d'autres symptômes et, par exemple, les opérations de la Banque de France, car, sans être contradictoires avec le mouvement qu'il a indiqué, elles ne l'expriment pas avec assez de précision. On peut en dire autant de la marche des prix, pour laquelle il n'a pas trouvé d'accord même approximatif avec les autres éléments dont il a fait usage.

M. JUGLAR s'étonne qu'il en soit ainsi pour les banques dont les constatations expriment si bien la marche des crises, ainsi que pour les prix qui en suivent exactement le mouvement. Il se propose d'ailleurs de porter devant la Société les chiffres qu'il a recueillis sur ce sujet.

M. NEYMARCK demande si l'intensité des teintes du tableau exposé n'aurait pas été modifiée si, au lieu de parler de 1877, on avait pris pour base l'année 1869 ; on aurait vu alors que, par rapport à 1869, 1877 est une année relativement prospère. C'est ainsi qu'en 1869, qu'on peut considérer comme une des bonnes années de l'Empire, le 3 p. 100 oscillait entre 69 et 70 fr., tandis qu'en 1877 on arrivait à 78 fr.

On pourrait faire la même observation pour le portefeuille commercial de la Banque et pour le montant des virements, les recettes de chemins de fer et leur rendement kilométrique, etc.

M. LOUA dit qu'il y a eu un progrès d'ensemble. Les années ne sont mauvaises que par comparaison avec celles qui les précèdent ou qui les suivent. Le mouvement exprimé est donc tout relatif.

M. VANNACQUE désirerait savoir comment il se fait, d'après ce qu'a dit M. de Foville, qu'il n'y ait pas toujours accord entre les phénomènes économiques et les résultats financiers.

M. DE FOVILLE dit que la concordance existe quand on considère les Banques privées, comme la Société générale, le Crédit Lyonnais, etc., dont les fluctuations répondent directement à l'état économique du pays, tandis que la Banque de France, avec les garanties qu'elle demande à ses clients, se laisse dépasser dans la grande bataille des intérêts.

M. VANNACQUE se déclare satisfait de ces explications, les symptômes exprimés par M. de Foville lui paraissent très clairs, mais ils auraient besoin d'être approfondis par des études de détail que chacun peut faire à son point de vue spécial.

Cette discussion paraissant épuisée, M. le Président fixe l'ordre du jour de la prochaine réunion et annonce une communication de M. Alfred Neymarck sur les *Valeurs mobilières* en France.

La séance est levée à onze heures.
